

DECLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

6 novembre 2018

ACT 30/9375/2018

AILRC-FR

LA SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE EST INDISPENSABLE À LA SÉCURITÉ HUMAINE

DÉCLARATION CONJOINTE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LA PRÉVENTION DE L'EXPLOITATION DE L'ENVIRONNEMENT EN TEMPS DE GUERRE ET DE CONFLIT ARMÉ

Ce mardi 6 novembre, nous, organisations de la société civile, universitaires, experts et scientifiques, appelons conjointement la communauté internationale à mieux protéger les êtres humains et les écosystèmes en prenant des mesures importantes de protection de l'environnement tout au long des cycles de conflits.

De plus en plus souvent, les problèmes environnementaux sont en première ligne des conflits armés partout dans le monde. Ils ont des conséquences directes sur la vie des personnes, perturbent les écosystèmes, diminuent la résilience des populations locales et ralentissent la reconstruction et la consolidation de la paix après la fin du conflit. Lors des hostilités, les violations du droit international humanitaire, du droit international relatif aux droits humains et du droit international de l'environnement représentent souvent une menace pour l'environnement et, par voie de conséquence, pour la vie, la santé et les moyens de subsistance des êtres humains.

Au cours de l'année écoulée, nous avons observé de nombreux exemples des répercussions que la dégradation et la destruction de l'environnement peuvent avoir sur la sécurité des populations et des États. En Irak, les années de conflits, la faiblesse de la gouvernance et le changement climatique ont entraîné une pollution des eaux qui a conduit plus de 100 000 personnes à l'hôpital, provoquant de grandes manifestations auxquelles les autorités ont répondu par la violence. Dans le même temps, des incendies déclenchés par les activités militaires ont détruit de larges pans de forêts dans les zones kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie. En Somalie et autour du lac Tchad, en Afrique, la dégradation de l'environnement et les ressources naturelles alimentent les conflits et l'insécurité. En Israël et dans les territoires palestiniens occupés, l'occupation et les conflits continuent de dégrader et de détruire l'environnement et ses ressources. Dans l'est de l'Ukraine et en Crimée, où la menace permanente d'une catastrophe écologique due aux conflits, à la faiblesse de la gouvernance et au délabrement des infrastructures devrait pousser à la coopération, la politique et la propagande continuent de faire obstacle aux progrès. Au Yémen, les dommages et les perturbations dont les réseaux d'approvisionnement en eau et les zones agricoles ont fait l'objet ont contribué à l'épidémie de choléra et à l'insécurité alimentaire.

DES PROGRÈS RÉALISÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE

Si, dans de nombreuses régions, les perspectives restent sombres, nous reconnaissons toutefois l'attention accrue portée à l'environnement lors des débats sur la sécurité internationale, des réponses humanitaires et de l'élaboration des politiques. Nous saluons les récentes déclarations et résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur le lien entre changement climatique et ressources naturelles, ainsi que sur l'intégration de données environnementales aux politiques de sécurité. Nous saluons également l'inclusion croissante des questions environnementales dans les processus de relèvement et de reconstruction après les conflits, ainsi que dans le cadre des opérations de maintien de la paix. L'attention portée par l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement aux conséquences environnementales des conflits armés a déjà permis de compléter et d'encourager des processus des Nations unies au-delà de Nairobi. À travers sa résolution de 2017 sur la pollution dans les zones touchées par des conflits, l'Assemblée a directement entraîné une amélioration de la reconstruction en Irak. De même, nous reconnaissons les progrès réalisés en vue de l'achèvement de l'étude de la Commission du droit international visant à renforcer le cadre juridique de la protection de l'environnement en cas de conflit armé.

Bien que des progrès soient indubitablement en cours, il reste encore beaucoup à faire. La gestion des liens complexes entre conflits armés et changement climatique, migration, sécurité alimentaire et accès à l'eau devient plus vitale que jamais. Les premières victimes de la dégradation de l'environnement appartiennent souvent à des populations pauvres et marginalisées, qui ont peu de moyens pour se défendre face à l'exploitation et aux atteintes à leurs droits, ou pour saisir les tribunaux afin d'obtenir une protection ou de demander justice. La sécurité environnementale et le développement durable sont étroitement liés, mais ni la première ni le second ne sont possibles tant que l'environnement n'est pas reconnu comme facteur

de risque de déclenchement de conflits, victime des conflits et composante majeure de la coopération et de la consolidation de la paix après la fin des conflits.

COMMENT CONTINUER À PROGRESSER

Ce 6 novembre, nous engageons les gouvernements à reconnaître que la sécurité humaine dépend de la sécurité environnementale, et que pour assurer l'une comme l'autre, il est nécessaire de prendre des mesures importantes de protection de l'environnement tout au long des cycles de conflits.

Les États, les organisations internationales, la société civile, les universitaires et les populations touchées ont tous un rôle à jouer dans l'identification et la mise en oeuvre de solutions concrètes et innovantes pour améliorer la sécurité environnementale et protéger les populations civiles, leurs moyens de subsistance et leur avenir. Cette mission est plus urgente que jamais.

En conséquence, à l'occasion de la Journée internationale de ce 6 novembre (**#EnvConflictDay**), nous appelons tous les gouvernements et toutes les parties intéressées à :

- **prendre en considération** les préoccupations exprimées par les populations touchées par les conséquences environnementales des conflits armés, s'en faire l'écho et y répondre ;
- **reconnaître** la nécessité d'intégrer une solide composante environnementale dans la prévention et l'analyse des conflits, les réponses humanitaires, ainsi que la reconstruction et la consolidation de la paix après la résolution des conflits ;
- **renforcer** et accélérer le travail entrepris au sein du système des Nations unies pour garantir la sécurité environnementale ;
- **élaborer** des politiques environnementales globales et accessibles qui puissent protéger à la fois les populations civiles et l'environnement tout au long des cycles de conflits.

Signataires :

Acronym Institute for Disarmament Diplomacy
Action on Armed Violence
Al-Haq
Amnesty International
Article 36
Conflict and Environment Observatory
Conflict & Health Research Group, King's College, Londres
Control Arms
Organisation afghane pour l'écologie et la conservation
East Africa Climate Change Network
Empower India
Centre de liaison pour l'environnement international
Environmental Law Institute
Environmentalists Against War
Faculty of Public Health
Parti vert de l'Angleterre et du pays de Galles
Humat Dijla (Association de protection du fleuve Tigre, antenne irakienne)
Institute for Planetary Security
International Centre for Environmental Education and Community Development

International Coalition to Ban Uranium Weapons
International Network on Children's Health, Environment and Safety
Bureau international de la paix
International Society of Doctors for the Environment
Iraqi Civil Society Solidarity Initiative
Action Mines Canada
National Forum for Environment and Health, Pakistan
Network for Promotion of Agriculture and Environmental Studies
OceanCare
PAX
Red de Seguridad Humana en América Latina y el Caribe (SEHLAC Network)
Save the Tigris Campaign, Irak
Size of Wales
Soka Gakkai International (SGI)
Students for Global Health - Royaume-Uni
Sustainable Agriculture and Environment
The Iraqi Environment and Health Society - Royaume-Uni
Uganda Coalition for Sustainable Development
Women in Black - Royaume-Uni
World Animal Net
World Beyond War
Zoï Environment Network

Sympathisants individuels :

Omar El-Dewachi, enseignant, Université Rutgers
Lina Eklund, enseignante de géoinformatique à l'Université d'Aalborg et coordonnatrice de « The Nature of Peace », Université de Lund
Maria Ericson, Centre de théologie et d'études religieuses, Université de Lund
Antoine Abou Fayad, enseignant, Faculté de médecine de l'Université américaine de Beyrouth
Louis-Patrick Haraoui, MD, MSc, Professeur, Département de microbiologie et d'infectiologie, Université de Sherbrooke, Canada
Paul G. Higgins, Institut de microbiologie médicale d'immunologie et d'hygiène, Université de Cologne
Karen Hulme, Professeure, Directrice de la Faculté de droit de l'Université d'Essex, Royaume-Uni
Jasper Humphreys, Directeur des Relations extérieures, Marjan Centre for the Study of War and the Non-Human Sphere, Department of War Studies, King's College, Londres
Nabil Karah MD., PhD, Département de biologie moléculaire, Université d'Umea
Charles W. Knapp, BSc MSc PhD FHEA, Université de Strathclyde
Hannah Landecker, PhD, Department of Sociology & Institute for Society and Genetics, Université de Californie à Los Angeles (UCLA)

Krystel Moussally, épidemiologiste

Britta Sjöstedt, Faculté de droit de l'Université de Lund

Annie Sparrow, MD, enseignante en santé publique et politique sanitaire, Icahn School of Medicine at Mount Sinai, New York

Richard Sullivan, professeur, King's College, Londres

Vinh-Kim Nguyen, MD PhD, professeur, département d'anthropologie, Institut de hautes études internationales et du développement